

République Démocratique du Congo (RDC)

EVALUATION APPROFONDIE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN SITUATION
D'URGENCE DANS LES PROVINCES DU KASAI, KASAI CENTRAL, KASAI ORIENTAL,
LOMAMI ET DU SANKURU, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



FOOD SECURITY CLUSTER
Strengthening Humanitarian Response



**World Food
Programme**

wfp.org

EVALUATION APPROFONDIE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN SITUATION D'URGENCE DANS LES PROVINCES DU KASAI, KASAI CENTRAL, KASAI ORIENTAL, LOMAMI ET DU SANKURU, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Données collectées en Août 2017.

Rapport publié en Octobre 2017.

Ont contribué à la rédaction de ce rapport :

Ollo Sib, VAM/M&E officer / PAM (ollo.sib@wfp.org)

Pembe Lero, VAM officer (pembe.lero@wfp.org)

Theo Kapuku, M&E Officer / PAM (theo.kapuku@wfp.org)

Yannick MPINDU, M&E assistant / PAM (yannick.mpindu@wfp.org)

Malka Muhindo / PAM (malka.muhindo@wfp.org)

Arnold Kanku, VAM officer / PAM (arnold.kanku@wfp.org)

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter :

Claude Jibidar: Directeur, Représentant du PAM (claudio.jibidar@wfp.org)

Sitta Kai-Kai, Directrice Adjointe (sitta.kai-kai@wfp.org)

Raoul Balletto, Chef de Programme du PAM (raoul.balletto@wfp.org)

Yves Aklamavo, Chef de zone Katanga et Kasai /PAM (yves.aklamavo@wfp.org)

Table of Contents

Résumé exécutif.....	6
Plus de trois millions (3,2) de personnes en insécurité alimentaire sévère	9
Soixante-deux pourcent des ménages n'ont pas cultivé durant la campagne agricole 2016/2017	10
Cinquante trois pourcent des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre.....	12
Une alimentation peu diversifiée : seulement 3.8 groupes d'aliments consommés sur 12 17	
Une consommation alimentaire pauvre en fer et en protéine.....	18
Recours à des stratégies de survie sévère par manque de nourriture.....	18
Quatre vingt-dix pourcent des dépenses sont consacrées à l'achat de nourriture	20
Profile de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire	21
Stratégie de réponse à la crise alimentaire	27

Figure 1: Proportion de ménages qui n'ont pas cultivé durant la campagne agricole 2016/2017	11
Figure 2: Proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre par province	12
Figure 3: Score de consommation alimentaire moyen par territoire.....	12
Figure 4: Proportion de ménages appartenant aux classes de consommation alimentaire pauvre et limite selon le statut du chef de ménage	12
Figure 5: Score de diversité alimentaire moyen selon le territoire.....	17
Figure 6: Score de diversité moyen selon le statut du chef de ménage	17
Figure 7: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen.....	19
Figure 8: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen selon le statut du chef de ménage	19
Figure 9: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen selon la principale source de revenu.....	19
Figure 10: Structure des dépenses des ménages	20
Figure 11: Montant des dépenses alimentaires mensuelles par type de produit consommé....	21
Carte 1: Distribution de la consommation alimentaire pauvre et limite par zone de santé	15
Carte 2: Distribution de la consommation alimentaire pauvre et limite par zone de santé	16
Carte 3: Zones d'intervention prioritaires.....	28
Table 1: Personnes affectées par l'insécurité alimentaire par province	9
Table 2: Nombre de repas par jour selon le statut du chef de ménage	10
Table 3: Principales cultures pour la consommation et la commercialisation.....	10
Table 4: Evolution de la production de maïs 2013-2016.....	11
Table 5: Principales raisons pour laquelle les ménages n'ont pas cultivé pendant la campagne agricole 2016/2017	11
Table 6: Consommation alimentaire selon quelques caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage, sexe, âge, statut matrimonial, niveau d'instruction	13
Table 7: Consommation alimentaire, part des dépenses alimentaires et stratégies de survie basées sur les moyens d'existence.....	13
Table 8: Score de consommation alimentaire-nutrition/protéine selon le statut du chef de ménage	18
Table 9: Score de consommation alimentaire-nutrition/fer selon le statut du chef de ménage	18
Table 10: Dépenses alimentaires (FC) par type d'aliments par province	20
Table 11: Critères de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (outil de ciblage de l'assistance alimentaire)	22
Table 12: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et présence des personnes déplacées, retournés par territoire.....	23
Table 13: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et taille du ménage par territoire.....	23
Table 14: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et taille du ménage selon le statut du chef de ménage	23
Table 15: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et âge du chef de ménage par territoire	24
Table 16: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, âge du chef de ménage, taille du ménage selon le statut du chef de ménage	24

Table 17: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, proportion de femme enceintes, allaitantes, d'enfants malnutris et nombre moyen d'enfants de moins de 5 ans par ménage par terriore.....	25
Table 18: Possession de biens durables par territoire	25
Table 19: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et principales sources de revenue	26
Table 20: Priorisation des zones de santé	27
Table 21: Calendrier agricole et réponses du sécurité alimentaire	29
Picture 1: Un homme âgé à un site de distribution	14
Picture 2: Une femme déplacée sur le site de distribution.....	26

1. Résumé exécutif

La région du Kasai¹ est confrontée à une crise humanitaire majeure, née d'un conflit entre le pouvoir politique et la chefferie traditionnelle. Depuis septembre 2016, ce conflit a occasionné le déplacement de 1,4 million de personnes (OCHA, flash appeal)

Ces déplacements massifs ont fortement perturbé les moyens d'existence des populations de cette région. En 2016, La production brute de maïs, principale aliment de base, est estimée à 742963 tonnes. Elle est en baisse de 17% par rapport à 2015. Dans la province du Kasai, la production de maïs a baissé de plus d'un quart (26%) par rapport à 2015.

La perte de la production de maïs, principale source de revenu et de nourriture pour une vaste majorité de la population de cette région, contribue à fragiliser davantage la situation socioéconomique des ménages. En vue de saisir l'ampleur de la dégradation de la situation alimentaire, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence a été organisée par le Programme Alimentaire Mondial, la FAO et le Cluster Sécurité Alimentaire.

L'évaluation a touché un échantillon représentatif de 1873 ménages tiré de manière aléatoire dans les territoires en phase 3 et 4 de l'IPC de juin 2017. Cette note vise à présenter les principaux résultats de cette évaluation. Ces résultats sont structurés autour des principaux indicateurs de la sécurité alimentaire, notamment le score de consommation alimentaire. Ce score est un indice composite qui mesure la fréquence et la diversité de consommation des huit principaux groupes aliments. Il capture à la fois l'accès et l'utilisation des alimentaires par les ménages. Selon la valeur de leur score de consommation alimentaire, les ménages sont repartis en trois groupes (consommation alimentaire pauvre=0-28 ; consommation alimentaire limite=28,5-42 ; consommation alimentaire acceptable > 42).

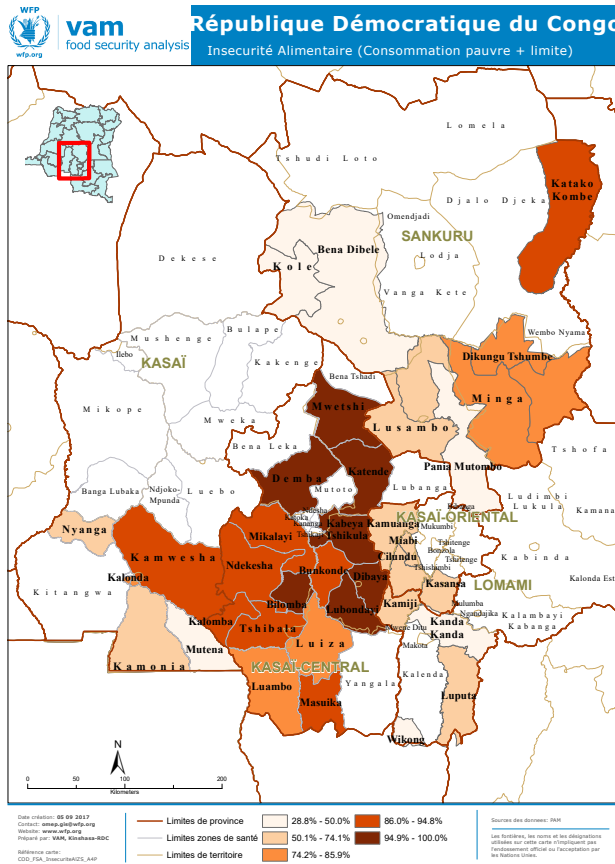


3.2 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère. 66% de ces personnes sont dans la province du Kasai.

Les résultats de l'évaluation indiquent un score de consommation alimentaire moyen faible (32). Ce score est particulièrement faible dans les provinces du Kasai (34) et Kasai Central (25). Les territoires de Demba (22), Dibaya (23), Dimbelenge (13) et Luiza (28) présentent les scores de consommation alimentaire moyen les plus faibles. Par ailleurs, l'analyse montre que 53% des ménages appartiennent au groupe de consommation alimentaire pauvre. C'est à dire que la consommation de ces ménages se limite principalement à deux ou trois groupes d'aliments, principalement le manioc, les feuilles et l'huile. Ces ménages ne consomment presque jamais d'aliments riches comme la viande, le lait et les légumineuses. Ils ne peuvent faire face à leurs besoins alimentaires de base sans une aide extérieure à leur ménage. La situation alimentaire des ménages est particulièrement dégradée dans les provinces du Kasai Central et de Kasai où la proportion de ménages appartenant au groupe de consommation alimentaire pauvre est respectivement de 76% et 57%.

¹ Ce terme est utilisé ici pour parlé des cinq provinces du Kasai, Kasai Oriental, Kasai Central, Lomami et Sankuru

Comparé à mars 2016 (enquête QUIBB), l'insécurité alimentaire a progressé de 323% et de 279% respectivement dans les provinces du Kasai Central et du Kasai. Dans la province du Kasai Oriental, elle a progressé de 97% sur la même période.




Dans les territoires de Demba, Dibaya et Dimbelenge, plus de 80% des ménages ne peuvent faire face à leurs besoins alimentaires de base tout seul. A Luiza et Kazumba, respectivement 72% et 66% des ménages appartiennent à la classe de consommation alimentaire pauvre.

Pour faire face à cette situation alimentaire difficile, par manque d'argent ou de nourriture, les ménages adoptent des stratégies de survie relativement sévères. La sévérité de ces stratégies de survie est mesurée par l'indice réduit de stratégie de survie (rCSI). L'indice de stratégie de survie est un indice composite calculé à partir de cinq stratégies de survie. Ces stratégies sont pondérées de manière universelle (1 à 3), pour faciliter la comparaison entre groupes de ménages et zones géographiques.

L'indice moyen de stratégie de survie est de 26.

En l'absence d'une situation de référence, l'analyse du rCSI va se focaliser sur la comparaison entre groupes de ménages et zones géographiques. L'indice est particulièrement élevé dans les provinces du Kasai (32) et du Kasai Central (31), indiquant des difficultés plus élevées d'accès à la nourriture dans ces provinces. L'accès à la nourriture est particulièrement difficile dans les territoires de Demba, Dibaya, Dimbelenge, Kamonia, Luiza et Kazumba. Les ménages dirigés par une femme (rCSI=29) rencontrent plus de difficulté à accéder à la nourriture que ceux dirigés par un homme (rCSI=25).

Par ailleurs, les ménages qui disposent de sources de revenu précaires, notamment des emprunts (rCSI=44), des dons (rCSI=43), du travail occasionnel (rCSI=39) rencontrent naturellement plus de difficultés à accéder à une nourriture riche et variée. De plus, l'analyse des stratégies de survie met en évidence une situation alimentaire plus difficile pour les ménages déplacés (rCSI=36) et retournés (rCSI=32).

 **59%, 44%, 17% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer, protéines et vitamine A. 85% et 73% des déplacés dans les familles d'accueil ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer et en vitamine. 63% des femmes ont une consommation alimentaire pauvre en fer.**

Par manque de nourriture ou d'argent pour en acheter, les ménages ont quotidiennement réduit le nombre de repas. Les ménages déplacés et retournés ne prennent que respectivement 1,2 et 1,5 repas

par jour contre 1,7 pour les résidents. A cette stratégie, les ménages associent l'achat de nourriture moins cher bien que peu préférée (92%). Ce qui traduit des difficultés d'accès immédiat à la nourriture dans un contexte où les prix des produits alimentaires de base connaissent une hausse importante².

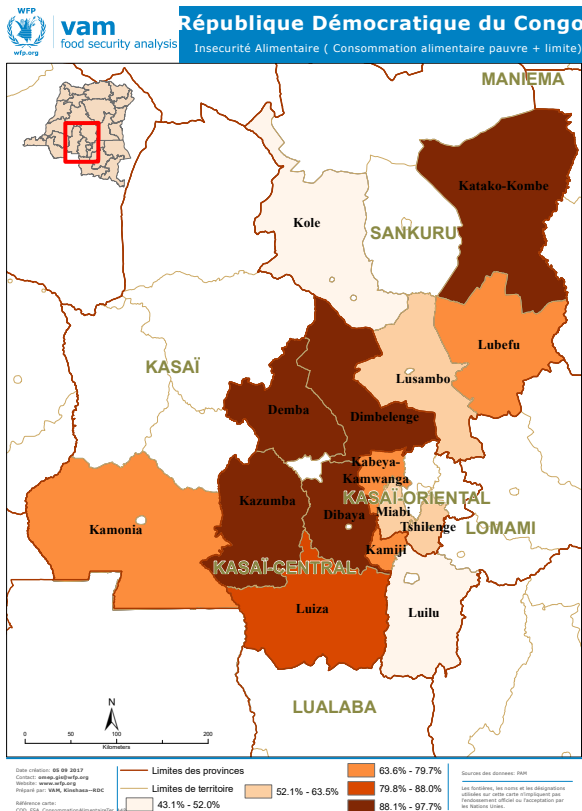
Lorsque les ménages ont épuisé ces stratégies de survie relativement sévères, ils en appliquent d'autres qui pourraient compromettre leur moyens d'existence et leur capacité à se relever de cette crise. En effet, l'analyse montre que 65% des ménages appliquent une stratégie d'urgence, notamment la consommation de semences, la vente de femelles reproductrices ou même la mendicité. La consommation de semences par les déplacés ou les retournés compromet la relance agricole lors de la prochaine campagne culturale. La mendicité est une pratique particulièrement dégradante qui porte atteinte à la dignité humaine. Les personnes déplacées (74%) et retournées (72%) sont plus prompts à recourir à ce type de stratégie de survie.

En plus des difficultés d'accès à la nourriture, les ménages font face à plusieurs autres contraintes. Au cours de l'évaluation, il a été demandé à chaque ménage de dire les contraintes qui affectent leurs capacités de production. Pour ces ménages dont l'agriculture demeure le principal moyen d'existence, le manque d'accès aux facteurs de production, notamment les terres agricoles et les semences, est une contrainte majeure. 62% des personnes déplacées n'auraient pas cultivé. Pour ceux qui ont cultivé, les attaques d'insectes (les chenilles légionnaires ont été signalées dans plusieurs territoires³), le manque de main d'œuvre (l'activité minière occupe une part importante de la jeunesse), l'accès limité au marché (en raison de l'enclavement) demeurent des contraintes importantes.

² mKengela, bulletin d'information sur les marchés, CAID/PAM, juillet 2017 : <https://www.caid.cd/mkengela/mKengela-16.pdf>

³ Cartographie de la présence des chenilles en RDC, DPPV/CAID, juin 2017

Sans aucun doute, l'analyse met en évidence une situation alimentaire fortement dégradée dans la région du Kasai. Trois provinces, le Kasai, le Kasai Oriental et le Kasai Central, sont plus affectées par l'insécurité alimentaire. Dans ces provinces, Cinq territoires (Demba, Dibaya, Dimbelenge, Luiza et Kazumba) présentent une situation alimentaire préoccupante et requièrent rapidement une assistance humanitaire. Pour les personnes déplacées ou retournées dans ces zones, la saison agricole qui commence s'annonce difficile. Elles manquent des principaux facteurs de production agricoles, notamment les semences. Pour ceux qui n'auront pas pu mettre leurs champs en valeur entre août et septembre, une longue et dure période de soudure se profile à l'horizon.



Pour éviter une catastrophe humanitaire, la réponse humanitaire devrait être intensifiée. La réponse humanitaire multisectorielle ciblera en particulier les personnes qui retournent à la faveur de l'amélioration de la situation sécuritaire et celles qui ne peuvent rentrer dans les zones les plus enclavées. A cela, un système de suivi efficace et d'alerte précoce doit être activé. Une révision de l'IPC de juin 2017 est requise d'ici le mois de décembre 2017 pour réévaluer à la hausse le niveau des besoins humanitaires.

Pour faire face à ces besoins, le Cluster Sécurité Alimentaire propose une stratégie de réponse déclinée dans les sections ci-dessous.

2. Plus de trois millions (3,2) de personnes en insécurité alimentaire sévère

Table 1: Personnes affectées par l'insécurité alimentaire par province

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Provinces	Pop 2017	En sécurité alimentaire	En sécurité alimentaire limite	En insécurité alimentaire modérée	En insécurité alimentaire sévère
Kasai	4067219	24403	723965	1175426	2143424
Kasai central	2437854	39006	192590	1452961	753297
Kasai Oriental	1791054	161195	569555	925975	136120
Lomami	2419678	408926	880763	984809	147600
Sankuru	1764167	151718	495731	1058500	58218
				5597672	3238659

L'enquête révèle que 3,2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire sévère. 66% des personnes en insécurité alimentaire sont localisées dans la province du Kasai.

Table 2: Nombre de repas par jour selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Nombre de repas par jour	
Déplacé camp	1.2
Déplacé en famille d'accueil	1.3
Réfugié	1.2
Retourné	1.5
Résident	1.7
Total	1.6

Les ménages ont fortement réduit leur consommation alimentaire. En moyen, les ménages enquêtés consomment 1,6 repas par jour. Les personnes déplacées prennent seulement 1,2 à 1,3 repas par jour.

3. Soixante-deux pourcent des ménages n'ont pas cultivé durant la campagne agricole 2016/2017

Table 3: Principales cultures pour la consommation et la commercialisation

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Principale culture pour l'alimentation (% ménage)		Principale culture de rente (% ménage)	
Sorgho	0.1	Café vert	0.5
Maïs	38.1	Cacao	
Riz	5.9	Palmier à huile	1.3
Arachide	1.3	Agrumes	0.1
Sésame	0.1	Mangue	0.1
Haricot	0.4	Arachide	19.3
Manioc	11.7	Sésame	0.6
		Riz	9.0
		Mais	18.8
		Banane plantain	0.4

Le maïs est la principale culture destinée à la consommation des ménages. Il occupe également une place importante comme source de revenu. Le manioc est le second aliment consommé par les ménages.

L'arachide est la principale culture destinée à la vente pour se procurer des revenus.

La production de maïs en 2016 a baissé de 26% par rapport à 2015 dans la province du Kasai. Des baisses importantes de la production de maïs ont également été observées dans les provinces du Sankuru et du Lomami. Les déplacements massifs de population durant la période de semis (septembre 2016) couplés à la forte incidence des attaques de chenilles légionnaires expliquent ces importantes pertes de la production de maïs.

La consommation moyenne de maïs est de 150 kg par personne par an. Pour couvrir les besoins de la population, les cinq provinces doivent produire au moins 1,8 million de tonnes de maïs. Le déficit brut est estimé à 1,06 million de tonnes.

Table 4: Evolution de la production de maïs 2013-2016

Source: Ministère de l'Agriculture, mission conjointe de suivi des récoltes, avril 2017

Province	pa_maïs_2013 (T)	pa_maïs_2014 (T)	pa_maïs_2015 (T)	Pa_maïs-2016 (T)	% 2015/16
KASAI	74154.204		64818	48287	-26%
KASAI CENTRAL	632251.2112	637105.2787	458092	524899	15%
LOMAMI	309874		298518	153891	-48%
SANKURU	29337.52	14467.74	76000	15886	-79%
Total	1045616.935	651573.0187	897428	742963	-17%

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux ménages s'ils avaient cultivé cette année. 62% des ménages n'auraient pas cultivé cette année. La proportion la plus forte est observée dans la province du Kasai (55%). Cependant, dans cette province, le déplacement à lui seul n'explique cette situation. L'activité minière y est prépondérante.

Les ménages agricoles qui n'auraient pas cultivé rencontrent divers problèmes. Le manque d'accès à la terre (57%) et le manque de main d'œuvre agricole sont des facteurs importants qui limitent la production agricole. Le manque de main d'œuvre agricole est un enjeu important. Les jeunes abandonnent l'agriculture pour les mines de diamant, notamment dans la province du Kasai.

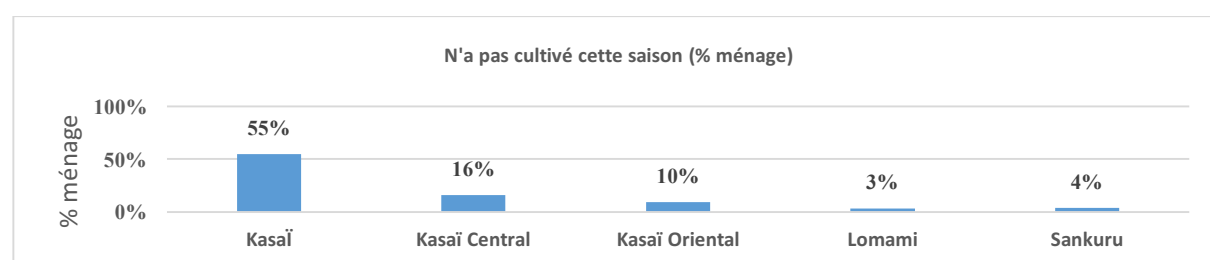


Figure 1: Proportion de ménages qui n'ont pas cultivé durant la campagne agricole 2016/2017

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Table 5: Principales raisons pour laquelle les ménages n'ont pas cultivé pendant la campagne agricole 2016/2017

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Principale raison pour n'avoir pas cultivé cette année	
Insécurité/vols	1%
Manque d'intrants	7%
Problème d'accès à la terre	57%
Sols trop pauvres	10%
Manque de pluies	11%
Manque de main d'œuvre (femmes / hommes)	14%

4. Cinquante trois pourcent des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre

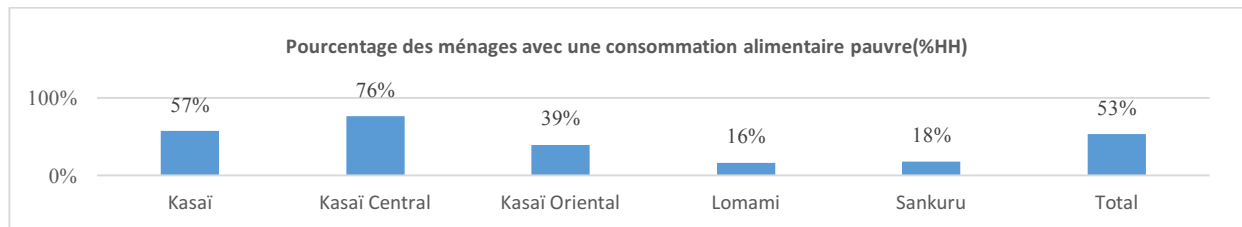


Figure 2: Proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre par province

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

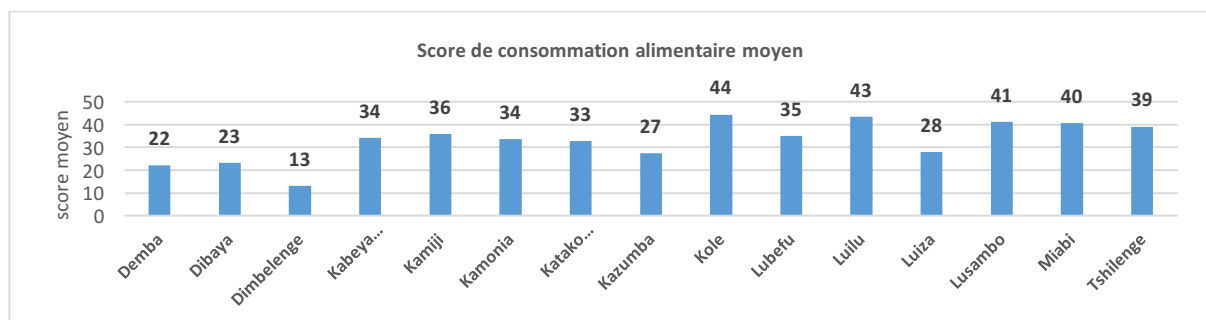


Figure 3: Score de consommation alimentaire moyen par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

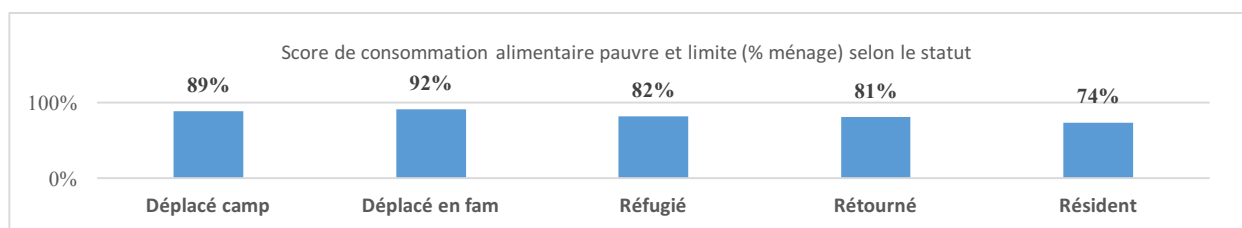


Figure 4: Proportion de ménages appartenant aux classes de consommation alimentaire pauvre et limite selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Plus de la moitié des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire inadéquate. Les provinces du Kasaï Central et du Kasaï renferment les proportions les plus élevées de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre et limite.

Les personnes déplacées rencontrent plus de difficultés à diversifier leur consommation alimentaire et à accéder à des aliments riches et variés.

Table 6: Consommation alimentaire selon quelques caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage, sexe, âge, statut matrimonial, niveau d'instruction

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

		Pauvre	Limite	Acceptable
Sexe du chef de ménage	Homme	51%	25%	24%
	Femme	65%	24%	11%
Statut matrimonial	Célibataire	25%	22%	53%
	Marié	53%	25%	22%
	Divorcé	54%	25%	21%
	Veuf(ve)	64%	22%	14%
Niveau d'instruction	Aucun	86%	5%	9%
	Primaire	60%	21%	19%
	Secondaire	47%	27%	26%
	Supérieur	38%	31%	32%

Table 7: Consommation alimentaire, part des dépenses alimentaires et stratégies de survie basées sur les moyens d'existence

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

		Pauvre	Limite	Acceptable
Part des dépenses alimentaires	<50%	45%	27%	28%
	50-65%	53%	27%	20%
	65-75%	59%	22%	19%
	part >75%	62%	22%	16%
Stratégies de survie	Aucune	43%	28%	29%
	Stress	50%	24%	27%
	crise	48%	28%	24%
	Urgence	66%	20%	15%

Les caractéristiques sociodémographiques influencent la capacité des ménages à se procurer des aliments riches et variés. Ainsi, les ménages dirigés par une femme ont une consommation alimentaire moins variée et riche.

La consommation alimentaire des ménages s'améliore avec le niveau d'instruction du chef de ménage ; un chef de ménage éduqué améliore ces revenus et consacre une part moins importante de ces revenus à l'achat de nourriture. L'analyse montre bien que les ménages qui consacrent une part plus importante de leurs dépenses à l'achat de nourriture ont plus de difficultés à diversifier leur consommation alimentaire. Ces ménages appliquent également des stratégies de survie sévères ; 66% des ménages qui appliquent des stratégies de survie d'urgence ont une consommation alimentaire pauvre.



1.4 millions de personnes déplacées internes



Le maïs est la principale culture destinée à la consommation des ménages. Le manioc est le second aliment consommé par les ménages. L'arachide est la principale culture destinée à la vente pour se procurer des revenus.



Campagne agricole 2015/2016 en dessous de la normale, baisse de la production de maïs de 17%: Kasai: -26%, Lomami:-48%, Sankuru:-79%.



3.2 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère. 66% de ces personnes sont dans la province du Kasai.



40% des ménages enquêtés possèdent un téléphone portable



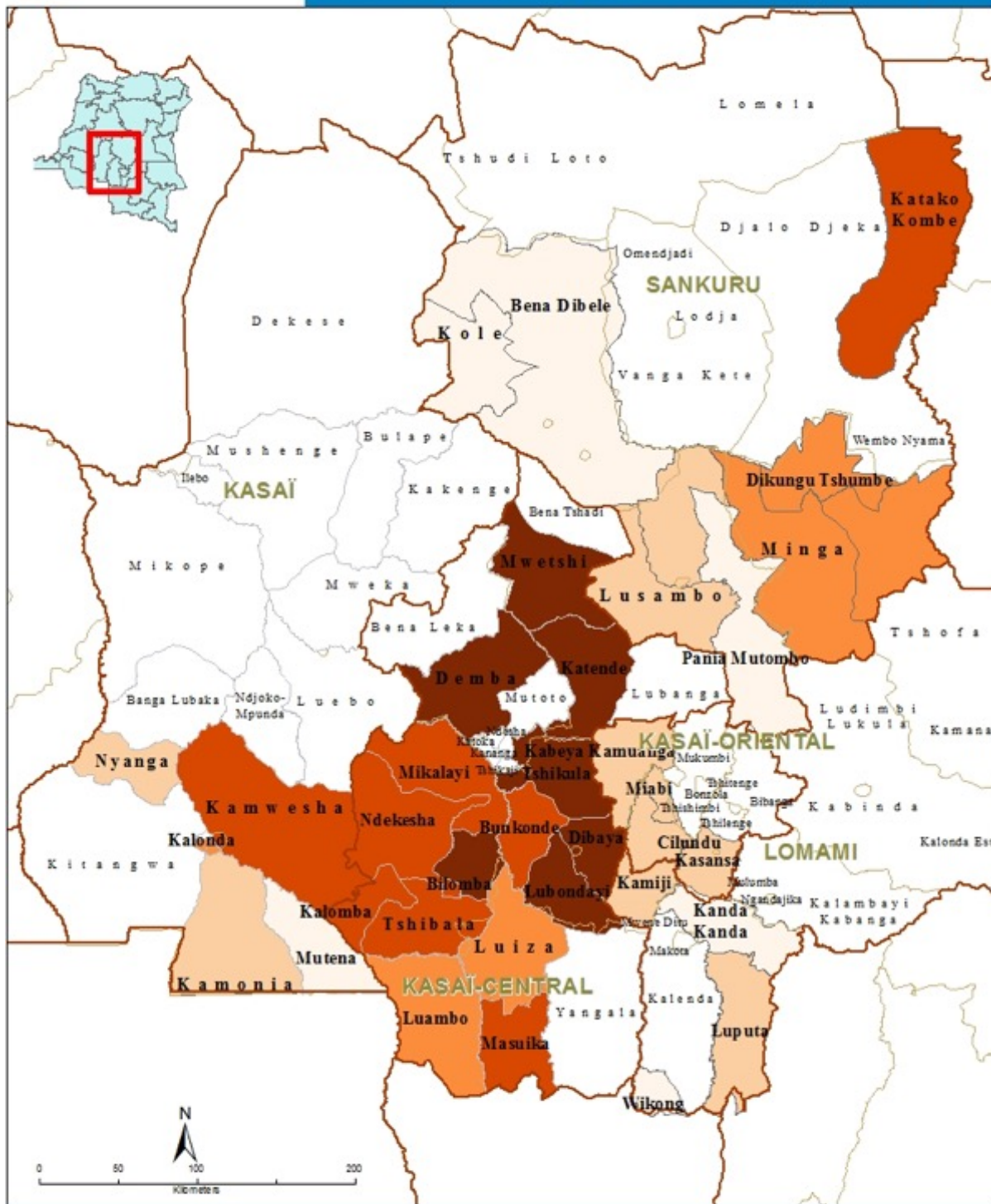
Picture 1: Un homme âgé à un site de distribution



vam
food security analysis

République Démocratique du Congo

Inécurité Alimentaire (Consommation pauvre + limite)



Date d'actualisation: 05/09/2017
Contact: amepa.gia@wfp.org
WebSite: www.wfp.org
Préparé par: VAM, Kinshasa-RDC
Références carte:
GGD_PSA_insecuriteALIS_A4P

— Limites de province	28.8% - 50.0%	86.0% - 94.8%
— Limites zones de santé	50.1% - 74.1%	94.9% - 100.0%
— Limites de territoire	74.2% - 85.9%	

Source des données: PAM
Les frontières, les noms et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'endossement officiel ou l'association par les Nations Unies.

Carte 1: Distribution de la consommation alimentaire pauvre et limite par zone de santé

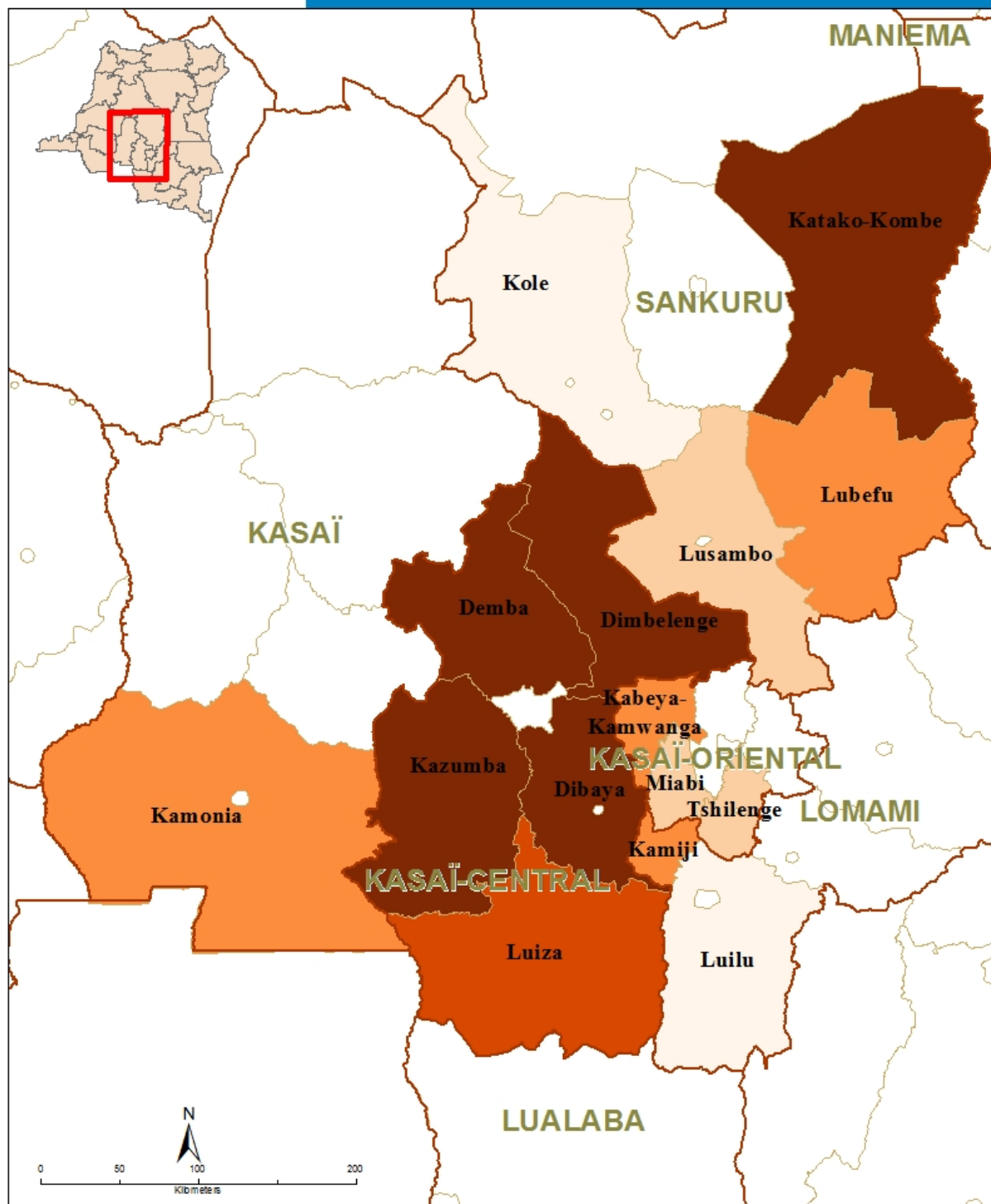
Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête



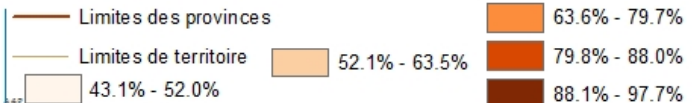
vam
food security analysis

République Démocratique du Congo

Inécurité Alimentaire (Consommation alimentaire pauvre + limite)



Date création: 05/09/2017
 Contact: ome@wfp.org
 WebSite: www.wfp.org
 Préparé par: VAM, Kinshasa - RDC
 Référence carte: COD_PSA_ConsoAlimentaireTer_Rep



Source des données: PAM
 Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur cette carte n'impliquent pas l'endossement officiel ou l'acceptation par les Nations Unies.

Carte 2: Distribution de la consommation alimentaire pauvre et limite par zone de santé

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

5. Une alimentation peu diversifiée: seulement 3.8 groupes d'aliments consommés sur 12

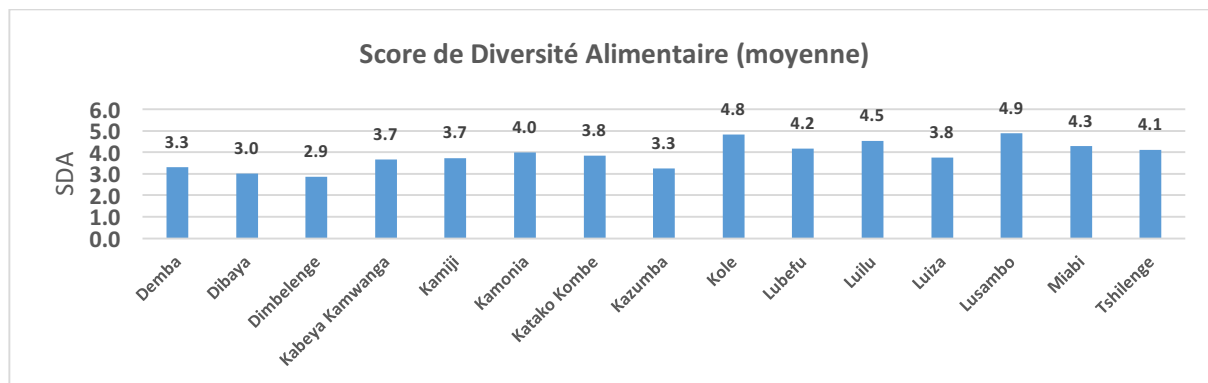


Figure 5: Score de diversité alimentaire moyen selon le territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

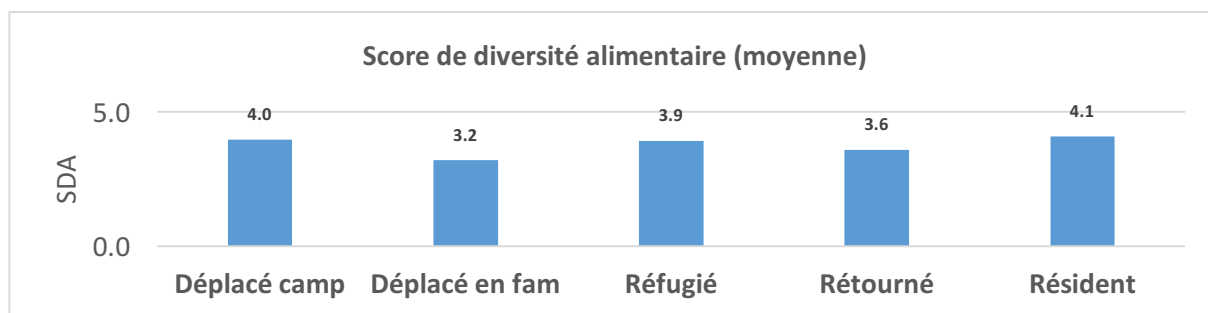


Figure 6: Score de diversité moyen selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux ménages de citer les groupes d'aliments consommés au cours des 24 dernières heures. En moyenne, les ménages consomment 3,8 groupes d'aliments sur les douze recommandés. Ce résultat montre que les ménages rencontrent des difficultés d'accès à la nourriture. L'accès est particulièrement limité pour les aliments riches en fer et en protéines.

6. Une consommation alimentaire pauvre en fer et en protéine

Table 8: Score de consommation alimentaire-nutrition/protéine selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Score de consommation alimentaire nutrition- Protéine (% ménage)			
	0-Jour	1-6Jours	7Jours et plus
Déplacé camp	40.5%	54.1%	5.4%
Déplacé en fam	73.3%	17.6%	9.2%
Réfugié	54.5%	36.4%	9.1%
Réturné	48.9%	34.7%	16.4%
Résident	37.9%	40.2%	21.9%

Table 9: Score de consommation alimentaire-nutrition/fer selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Score de consommation alimentaire nutrition-Fer (% ménage)			
	0-Jour	1-6Jours	7Jours et plus
Déplacé camp	54.1%	43.2%	2.7%
Déplacé en fam. d'accueil	84.7%	13.7%	1.5%
Réfugié	81.8%	18.2%	
Réturné	64.6%	33.5%	2.0%
Résident	52.3%	40.9%	6.8%

59%, 44%, 17% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer, protéines et vitamine A. 85% et 73% des déplacés dans les familles d'accueil ont une consommation alimentaire pauvre respectivement en fer et en vitamine. 63% des femmes ont une consommation alimentaire pauvre en fer.

7. Recours à des stratégies de survie sévère par manque de nourriture

Pour faire face à cette situation alimentaire difficile, par manque d'argent ou de nourriture, les ménages adoptent des stratégies de survie relativement sévères. La sévérité de ces stratégies de survie est mesurée par l'indice réduit de stratégie de survie (rCSI). L'indice de stratégie de survie est un indice composite calculé à partir de cinq stratégies de survie. Ces stratégies sont pondérées de manière universelle (1 à 3), pour faciliter la comparaison entre groupes de ménages et zones géographiques.

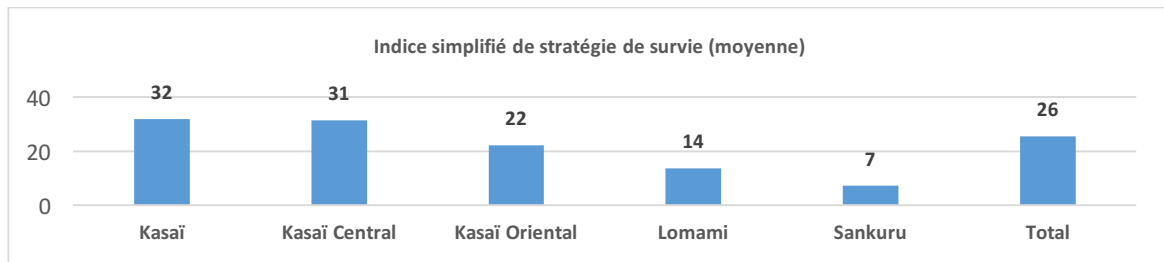


Figure 7: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

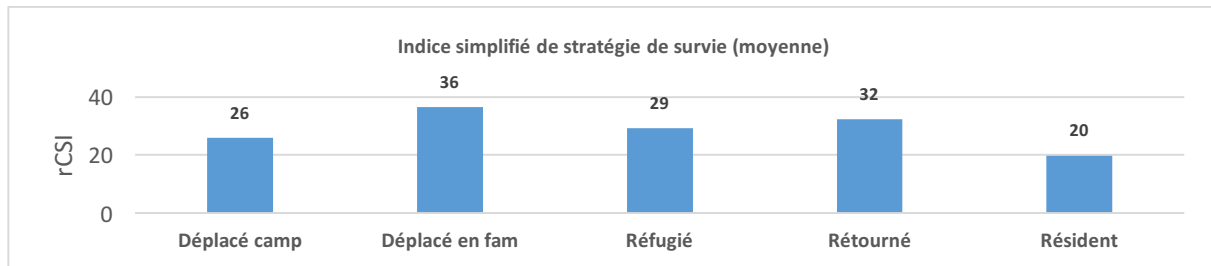


Figure 8: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

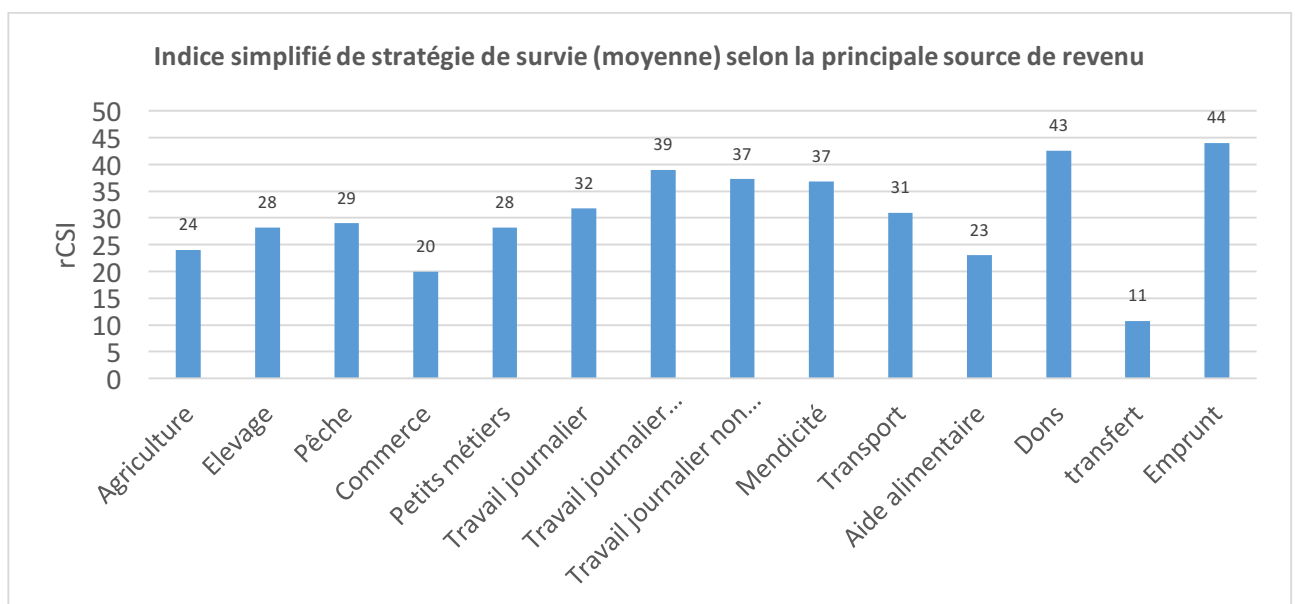


Figure 9: Indice simplifié de stratégie de survie (rCSI) moyen selon la principale source de revenu

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

L'absence d'une situation de référence, l'analyse du rCSI va se focaliser sur la comparaison entre groupes de ménages et zones géographiques. L'indice est particulièrement élevé dans les provinces du Kasai (32) et du Kasai Central (31), indiquant des difficultés plus élevées d'accès à la nourriture dans ces provinces. L'accès à la nourriture est particulièrement difficile dans les territoires de Demba, Dibaya, Dimbelenge, Kamonia, Luiza et Kazumba. Les ménages dirigés par une femme (rCSI=29) rencontrent plus de difficulté à accéder à la nourriture que ceux dirigés par un homme (rCSI=25).

Par ailleurs, les ménages qui disposent de sources de revenu précaires, notamment des emprunts (rCSI=44), dons (rCSI=43), du travail occasionnel (rCSI=39) rencontrent naturellement plus de difficultés à accéder à une nourriture riche et variée. De plus, l'analyse des stratégies de survie met en évidence une situation alimentaire plus difficile pour les ménages déplacés (rCSI=36) et retournés (rCSI=32).

8. Quatre vingt-dix pourcent des dépenses sont consacrées à l'achat de nourriture

Une part importante des dépenses sont consacrées à l'achat de nourriture. L'achat d'huile (20%) prend une part importante des dépenses, indiquant que l'accès à l'huile est difficile pour un grand nombre de ménage de la zone. L'enclavement limite l'approvisionnement des produits importés, comme l'huile, le thé, le café et le sucre.

Table 10: Dépenses alimentaires (FC) par type d'aliments par province

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Dépenses alimentaires (moyenne) en FC	Céréales	Tubercules	Légumineuses	Légumes	Fruits	Viandes	Huiles & gras	Lait	Sucre	Thé & café
Kasaï	33011	24128	2773	28228	1048	8429	2215	1202	1264	2689
Kasaï Central	16971	19236	2313	7947	420	5581	7580	488	4443	1639
Kasaï Oriental	35534	22718	1037	15765	576	9512	6671	1319	3885	6321
Lomami	24345	54258	1611	3721	538	14528	5681	777	8172	2176
Sankuru	14064	7501	341	678	42363	25367	1375	321	5055	4447

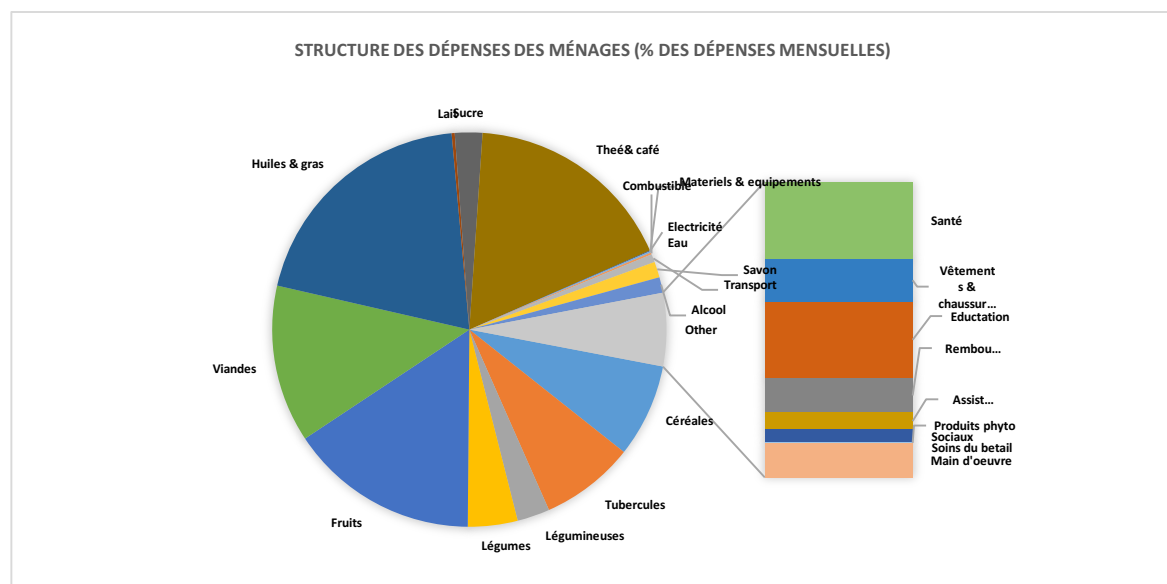


Figure 10: Structure des dépenses des ménages

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Les ménages dépensent mensuellement 69865 FC pour l'achat de nourriture. Les dépenses alimentaires sont plus élevées dans les provinces de Lomami (115807 FC), du Kasaï (104987 FC), du Sankuru (101512 FC).

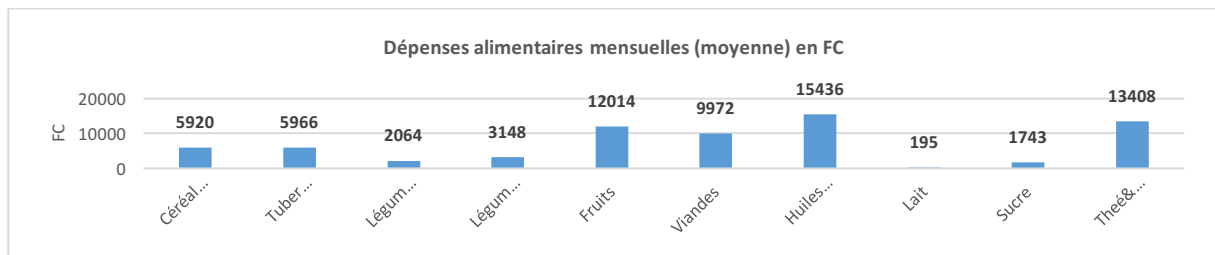


Figure 11: Montant des dépenses alimentaires mensuelles par type de produit consommé

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

9. Profile de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

- Le sexe du chef de ménage influence la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire : les ménages dirigés par une femme sont plus exposés à l'insécurité alimentaire.
- Les ménages qui recourent aux sources de revenu les plus précaires sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Les femmes chef de ménages recourent le plus aux sources de revenu précaires.
- Dans un contexte où l'on rencontre des difficultés à diversifier les sources de revenu et de nourriture, les ménages de grande taille sont plus sensibles à l'insécurité alimentaire. Les ménages de plus de 12 personnes sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Puis viennent les ménages formés de 5 à 12 personnes.
- Certains ménages ont perdu des membres. Les ménages dont le chef de ménage est seul, veuf (ve) sont plus susceptibles de tomber en insécurité alimentaire.
- Il y a en moyenne deux enfants de moins de 5 ans dans chaque ménage. La présence importante d'enfants de moins de 5 ans est un facteur de vulnérabilité. Par ailleurs, l'enquête révèle que des enfants malnutris sont rapportés par 7 à 40% des ménages selon les territoires enquêtés.
- En plus des personnes résidentes, les ménages enquêtés sont majoritairement des retournés que des déplacés. La proportion de ménages retournés varie entre 2 et 100% selon le territoire enquêté. Les personnes récemment re-installées, moins de 3-6 mois, sont plus exposées à l'insécurité alimentaire.
- Les sources de revenu précaires renforcent la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaires. Les ménages qui dépendent de l'assistance humanitaire, des dons/aides, les travailleurs journaliers sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire.
- La possession d'animaux constitue une épargne importante pour les ménages et améliore leur sécurité alimentaire. Les ménages qui ne possèdent ni volailles et ni porcins rencontrent davantage de problèmes à satisfaire à leurs besoins alimentaires.
- L'accès aux facteurs de production, notamment à la terre, renforce la sécurité alimentaire. Les ménages qui cultivent moins de 2 ha de terre sont plus affectés par l'insécurité alimentaire.
- L'insécurité contribue fortement à la vulnérabilité des ménages. Elle a induit un accès limité aux facteurs de production, notamment à la terre et à la main d'œuvre. Ceci renforce la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
- La possession de biens durables réduit l'utilisation des stratégies de survie sévères. Les ménages qui ne possèdent pas de radio, télévision, machine à coudre, bicyclette, moto, outils agricoles, téléphone, matelas, table, lampe et ustensiles de cuisine sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Les tableaux ci-joints proposent une liste de critères d'éligibilité à l'assistance à la sécurité alimentaire.

Table 11: Critères de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (outil de ciblage de l'assistance alimentaire)

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Critères pertinents pour le ciblage des ménages dans la province du Kasai et le Kasai Central
Quel est le sexe du chef de ménage (1=Masculin, 0=Féminin)
Niveau d'éducation primaire du chef de ménage (0=non, 1=primaire)
Niveau d'éducation secondaire du chef de ménage (0=non, 1=secondaire)
Niveau d'éducation supérieur du chef de ménage (0=non, 1=supérieur)
Niveau d'éducation aucun du chef de ménage (0=non, 1=secondaire)
Age du chef de ménage compris entre 35- 45ans (0=non, 1=oui)
Age du chef de ménage 70 ans et plus (0=non, 1=oui)
Chef de ménage marié (0=non, 1=oui)
Chef de ménage divorcé (Séparé) (0=non, 1=oui)
Chef de ménage veuf (ve) (0=non, 1=oui)
Taille du ménage compris entre 1 -3 personnes (0=non, 1=oui)
Taille du ménage compris entre 4- 11 personnes (0=non, 1=oui)
Ménage déplacé en famille d'accueil (0=non, 1=oui)
Ménage retourné (0=non, 1=oui)
Ménage résident (0=non, 1=oui)
La cueillette est -elle la principale source de revenu du ménage (0=non, 1=oui)
Le travail salarié mensuel est -il la principale source de revenu du ménage (0=non, 1=oui)
Le petit métier ou artisanat est-il la principale source de revenu du ménage (0=non, 1=oui)
Le travail journalier agricole est-il la principale source de revenu du ménage (0=non, 1=oui)
Le travail journalier non agricole est-il la principale source de revenu du ménage ? (0=non, 1=oui)
Les dons ou l'aide des parents sont-ils la principale source de revenu du ménage ? (0=non, 1=oui)
Le ménage possède -t-il un téléphone ? (0=non, 1=oui)
Le ménage possède -t-il un vélo (0=non, 1=oui)
Le ménage possède -t-il un radio (0=non, 1=oui)
Combien de repas les adultes ont-ils pris la veille?
Nombre de jours pendant les 7 derniers jours où le ménage a consommé des aliments moins préférés/moins chers
Nombre de jours pendant les 7 derniers jours où le ménage a emprunté des aliments
Nombre de jours pendant les 7 derniers jours où le ménage a réduit la quantité ou la portion des repas pris
Nombre de jours pendant les 7 derniers jours où le ménage a réduit la quantité des repas des adultes au profit des enfants
Nombre de jours pendant les 7 derniers jours où le ménage a réduit le nombre de repas

Table 12: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et présence des personnes déplacées, retournés par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	Déplacé en site	Déplacé en fam	Réturné	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Demba	2%	21%	19%	81%	22	36
Dibaya	1%	25%	39%	91%	23	36
Dimbelenge		7%	10%	93%	13	30
Kabeya Kamwanga			46%	54%	34	29
Kamiji			100%	26%	36	12
Kamonia	5%	10%	46%	57%	34	32
Katako Kombe				24%	33	10
Kazumba	0%	3%	52%	66%	27	28
Kole	4%			10%	44	7
Lubefu	1%			24%	35	7
Luilu		2%	30%	15%	43	14
Luiza	2%	4%	44%	72%	28	30
Lusambo		2%		11%	41	6
Miabi	2%	6%	22%	38%	40	22
Tshilenge			2%	30%	39	16

Table 13: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et taille du ménage par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	<= 4 pers.	5 - 12 pers.	13+ pers.	taille ménage (moyenne)	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Demba	7%	70%	23%	10	81%	22	36
Dibaya	11%	64%	25%	10	91%	23	36
Dimbelenge		55%	45%	12	93%	13	30
Kabeya Kamwanga	30%	56%	15%	7	54%	34	29
Kamiji	7%	78%	15%	9	26%	36	12
Kamonia	19%	73%	8%	7	57%	34	32
Katako Kombe	3%	50%	47%	13	24%	33	10
Kazumba	25%	69%	7%	7	66%	27	28
Kole	18%	61%	22%	9	10%	44	7
Lubefu	15%	62%	23%	9	24%	35	7
Luilu	20%	65%	15%	8	15%	43	14
Luiza	11%	76%	14%	9	72%	28	30
Lusambo	34%	64%	2%	6	11%	41	6
Miabi	19%	73%	8%	7	38%	40	22
Tshilenge	30%	66%	5%	6	30%	39	16

Table 14: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et taille du ménage selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	<= 4 pers.	5 - 12 pers.	13+ pers.	taille ménage (moyenne)	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Déplacé camp	5%	81%	14%	9	68%	26	26
Déplacé en fam	12%	72%	16%	8	82%	24	36
Réfugié	9%	82%	9%	8	73%	27	29
Réturné	20%	71%	10%	8	60%	31	32
Résident	18%	66%	17%	8	44%	35	20

Table 15: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et âge du chef de ménage par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	<= 49 ans	50-60 ans	60+ ans	taille ménage (moyenne)	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Demba	68%	24%	8%	10	81%	22	36
Dibaya	57%	26%	18%	10	91%	23	36
Dimbelenge	62%	29%	10%	12	93%	13	30
Kabeya Kamwanga	65%	7%	28%	7	54%	34	29
Kamiji	67%	33%		9	26%	36	12
Kamonia	63%	27%	9%	7	57%	34	32
Katako Kombe	66%	26%	8%	13	24%	33	10
Kazumba	66%	23%	11%	7	66%	27	28
Kole	63%	24%	14%	9	10%	44	7
Lubefu	69%	20%	11%	9	24%	35	7
Luilu	60%	28%	13%	8	15%	43	14
Luiza	68%	25%	7%	9	72%	28	30
Lusambo	51%	23%	26%	6	11%	41	6
Miabi	53%	27%	20%	7	38%	40	22
Tshilenge	54%	23%	23%	6	30%	39	16

Table 16: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, âge du chef de ménage, taille du ménage selon le statut du chef de ménage

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	<= 49 ans	50-60 ans	60+ ans	taille ménage (moyenne)	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Déplacé camp	62%	22%	16%	9	68%	26	26
Déplacé en fam	63%	28%	9%	8	82%	24	36
Réfugié	82%	18%		8	73%	27	29
Réturné	68%	23%	9%	8	60%	31	32
Résident	59%	26%	15%	8	44%	35	20

Table 17: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, proportion de femme enceintes, allaitantes, d'enfants malnutris et nombre moyen d'enfants de moins de 5 ans par ménage par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	Femmes enceintes	Femmes allaitantes	Presence enfants malnutris	Nbre enfants moins de 5 ans (moyenne/ménage)	% SCA pauvre	SCA (moyenne)	rCSI (moyenne)
Demba	25%	64%	40%	3	81%	22	36
Dibaya	18%	58%	38%	3	91%	23	36
Dimbelenge	29%	71%	31%	4	93%	13	30
Kabeya Kamwanga	20%	39%	11%	2	54%	34	29
Kamiji	22%	48%	26%	3	26%	36	12
Kamonia	19%	38%	20%	2	57%	34	32
Katako Kombe	18%	71%	11%	5	24%	33	10
Kazumba	18%	54%	31%	2	66%	27	28
Kole	26%	45%	12%	2	10%	44	7
Lubefu	14%	53%	19%	3	24%	35	7
Luilu	19%	49%	14%	2	15%	43	14
Luiza	18%	57%	30%	2	72%	28	30
Lusambo	15%	34%	6%	1	11%	41	6
Miabi	8%	55%	14%	2	38%	40	22
Tshilenge	10%	46%	7%	1	30%	39	16

Table 18: Possession de biens durables par territoire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

	Radio	Bicyclette	Moto	Outils agricoles	Téléphone	Matélas	Table	Lampe	Ustensile de cuisine	% SCA pauvre
Demba	17%	5%	2%	42%	27%	7%	19%	34%	70%	81%
Dibaya	14%	24%	2%	43%	26%	5%	15%	13%	46%	91%
Dimbelenge	17%	21%	2%	24%	33%	2%	17%	14%	41%	93%
Kabeya Kamwanga	15%	7%		82%	22%	7%	48%	44%	74%	54%
Kamiji		37%		96%	30%		56%	85%	100%	26%
Kamonia	26%	11%	6%	41%	38%	38%	56%	63%	65%	57%
Katako Kombe	53%	76%	21%	100%	55%	58%	100%	92%	100%	24%
Kazumba	29%	16%	6%	63%	38%	15%	53%	75%	57%	66%
Kole	39%	51%	6%	92%	31%	22%	90%	92%	100%	10%
Lubefu	55%	64%	10%	99%	50%	34%	99%	89%	100%	24%
Luilu	43%	53%	8%	91%	50%	27%	76%	72%	95%	15%
Luiza	17%	11%	7%	48%	41%	19%	52%	50%	45%	72%
Lusambo	60%	51%	17%	100%	57%	62%	96%	92%	98%	11%
Miabi	41%	12%	9%	74%	44%	48%	62%	65%	91%	38%
Tshilenge	30%	15%	3%	92%	36%	43%	61%	57%	95%	30%

Table 19: Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et principales sources de revenu

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Principales sources de revenu	% SCA pauvre	% femme chef de ménage	<= 4 pers.	5 - 12 pers.	13+ pers.	<= 49 ans	50-60 ans	60+ ans
Agriculture, vente de prod. agricoles	52%	16%	18%	68%	14%	59%	27%	13%
Élevage, vente de prod. d'élevage	82%	27%	18%	64%	18%	46%	36%	18%
Pêche, Chasse, cueillette	25%		25%	75%		50%	38%	13%
Travail salarié, fonctionnaires	37%	6%	15%	62%	22%	61%	27%	12%
Commerce	50%	13%	17%	72%	11%	76%	20%	4%
Petits métiers	69%	7%	12%	79%	9%	71%	21%	9%
Travail journalier rémunéré agricole	89%	31%	12%	73%	15%	69%	14%	17%
Travail journalier rémunéré non agricole	52%	12%	14%	72%	14%	74%	20%	6%
Mendicité	75%	50%		100%		75%	25%	
Transport	67%	14%	10%	81%	10%	91%	5%	5%
Assistance humanitaire	33%		33%	67%		67%	33%	
Vente aide alimentaire	88%	39%	29%	66%	5%	78%	15%	7%
Don des parents ou voisins	22%	44%	44%	33%	22%		33%	67%
Emprunt / dette	55%	7%	21%	65%	15%	76%	18%	7%
Autres (préciser)	75%					75%		25%



Picture 2: Une femme déplacée sur le site de distribution

10. Stratégie de réponse à la crise alimentaire

Cibler l'assistance sur base de vulnérabilité : zones de santé prioritaires et critères d'identification des bénéficiaires

L'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire a permis d'affiner le ciblage géographique. En tenant compte du score de consommation alimentaire, de l'indice de stratégie, du pourcentage de ménage avec un enfant malnutri, avec une femme enceinte et allaitante, de personnes handicapées, on a priorisé les zones de santé qui présentent une prévalence élevée à l'insécurité alimentaire.

La liste des zones de santé prioritaires par territoire est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Table 20: Priorisation des zones de santé

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Territoires	Zones de santé	# occurrence 1ère place	#occurrence dans le top 3	Population dans la zone	POP en inse Ali.	Niveau de priorité
Dibaya	Tshikula	3	4	143574	66331	1
Dimbelenge	Mwetsi	2	4	119977	53270	1
Dimbelenge	Katende	1	5	98018	52244	2
Dibaya	Dibaya	1	3	195501	120233	1
Demba	Demba	0	4	351985	152761	2
Dibaya	Lubodayi	0	2	161239	89649	3
Kazumba	Bilomba	0	0	96361	23127	3
Tshikapa	Kamweshi	3	4	385158	286172	1
Tshikapa	Kalonda	2	7	414522	248713	1
Tshikapa	Kamonia	2	4	327156	176010	2
Tshikapa	Kanzala	0	2	244917	99436	3
Tshikapa	Nyanga	1	2	128851	33728	3

Par ailleurs, le statut de déplacé à lui seul ne suffit pas pour être éligible à l'assistance à la sécurité alimentaire. L'utilisation exclusive du statut augmente les risques d'inclusion/exclusion. L'utilisation de critères de vulnérabilité pour les distributions devrait intervenir dans le temps, car pour le moment les membres du cluster manquent de capacités pour entreprendre des enquêtes de ciblage porte à porte. Pour le cluster sécurité alimentaire, l'assistance doit toucher les personnes déplacées et non celles, qui présentent des critères de vulnérabilité objectivement vérifiables.

Ces critères peuvent être sociaux ou économiques. La liste non exhaustive et exclusive est proposée dans le tableau ci-dessous. Par ailleurs, la présence de personnes déplacées (500 personnes, conformément au ligne directrice du cluster) dans des zones en phase 3 ou 4 de l'IPC devrait alerter les membres du cluster sécurité alimentaire.

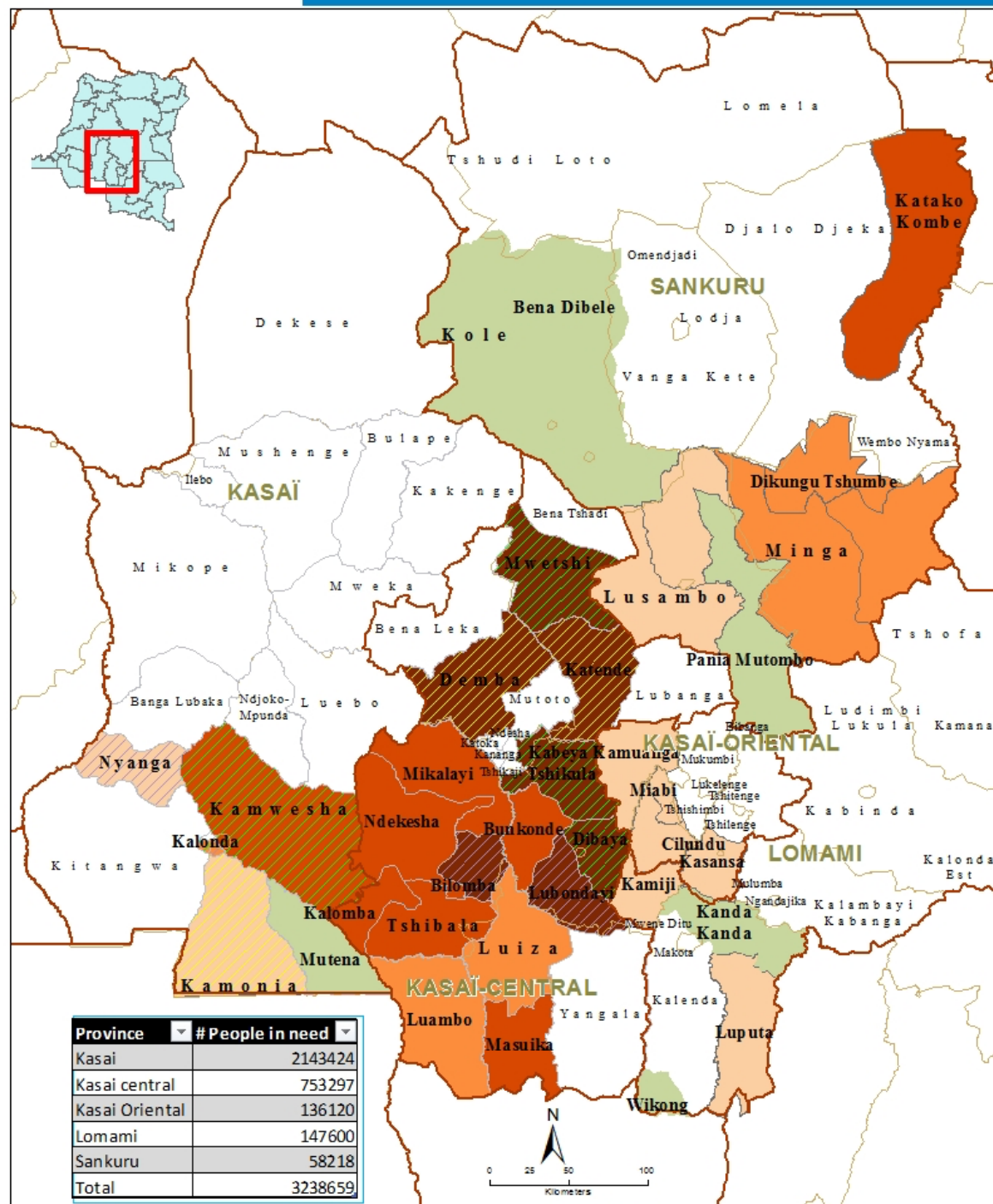
Dans les zones prioritaires, une relation structurelle est établie entre le score de consommation alimentaire et des critères socio-économiques pour prioriser les ménages éligibles à l'assistance alimentaire.



vam
food security analysis

République Démocratique du Congo

Inécurité Alimentaire (Consommation pauvre + limite)



Date création : 05/09/2017
 Contact : ome@pia@wfp.org
 WebSite : www.wfp.org
 Présenté par : VAM, Kinshasa-RDC
 Référence carte :
 COD_PSA_InaccoutanceA4P

- Limites de province
- Limites zones de santé
- Limites de territoire
- Zones de santé non enquêtées (IPC 1 ou 2)
- /// Priorité 1
- /// Priorité 2
- /// Priorité 3

- 28.8% - 50.0%
- 50.1% - 74.1%
- 74.2% - 85.9%
- 86.0% - 94.8%
- 94.9% - 100.0%

Source des données: PAM
 Les frontières, les noms et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'endossement officiel ou l'acceptation par les Nations Unies.

Carte 3: Zones d'intervention prioritaires

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Faire des blanket distributions de rations alimentaires

Cette stratégie s'applique pour les distributions d'un round. Elle permet d'établir des listes qui concourent à une meilleure connaissance des personnes assistées. Sur la base des informations collectées lors de l'enregistrement de ces personnes, et des informations additionnelles existantes, des critères de ciblage seront établis pour une assistance à moyen et long terme.

Assurer une meilleure articulation entre l'assistance alimentaire et la relance agricole

L'assistance alimentaire doit favoriser la relance agricole. Pour ce faire, les deux types d'assistance doivent cibler les mêmes zones géographiques et ménages. La capacité des personnes à cultiver et à accéder aux facteurs de production (terre, outils, semences, force de travail) est un critère important dans ce sens. Le cluster sécurité alimentaire recommande des cultures à cycle court.

Distribuer une demi-ration pour couvrir plus de ménages lorsque les ressources sont limitées

Le cluster recommande que les distributions de vivres touchent le plus grand nombre de personnes dans le besoin. En raison des ressources limitées, des demi-rations peuvent être distribuées à tous, selon la modalité de transfert utilisée. Par exemple, pour les vivres en nature la demi ration peut être

3.2 millions de personnes dans le besoin. Assistance planifiée pour environ 500 000 personnes. Gap de 2.7 millions de personnes.

systématiquement appliquée tandis que pour le cash inconditionnel, la valeur du transfert doit permettre de couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires.

Table 21: Calendrier agricole et réponses du sécurité alimentaire

Source: Cluster Sécurité Alimentaire/PAM, résultats de l'enquête

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Saison A											
R					P		S			R	
Saison B											
S			R							P	
Modalités de transfert											
In-kind ou CBT (si marchés fonctionnels)						In-kind					
FFW						Kit Agri					
Ration											
Demi						Full					

Les modalités de transfert ci-dessous sont proposées :

- Distribuer des vivres ration complète de septembre à décembre 2017 pour tous les ménages vulnérables ciblés
- Distribuer des intrants et kits agricoles ou des animaux reproducteurs durant la période de préparation des champs pour la grande saison agricole (août –septembre)
- Distribuer du cash ou des demi rations de vivres si les marchés ne fonctionnent pas bien durant la période post récolte (janvier-juillet).
- 557 000 personnes sont ciblées par mois de septembre à décembre 2017
- 120 000 personnes sont ciblées tous les mois de janvier à août 2018.

Promouvoir l'assistance multisectorielle

La situation du Kasai offre l'opportunité de mettre en place une assistance multisectorielle coordonnée. Pour ce faire, l'unité primaire pour les interventions devrait être des zones géographiques qui font face à la crise alimentaire et aux autres crises humanitaires de manière accrue. Sur base des résultats de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire des zones de santé prioritaires ont été définis. Dans ces zones les plus vulnérables, grâce à une coordination efficace, on s'assure que tous les secteurs sont présents et qu'ils couvrent les mêmes communautés. Une telle assistance permettra d'améliorer significativement l'impact de l'assistance humanitaire.

Les actions spécifiques ci-dessous doivent être entreprises :

- Choisir des zones communes d'intervention (convergence) : Nutrition, Wash et Sécurité alimentaire ;
- Etablir des listes communes des bénéficiaires selon les cibles/Unités d'intervention dans les zones choisies ;
- Favoriser des échanges d'expériences entre les acteurs des différents secteurs qui interviennent dans les mêmes zones ;
- Organiser des réunions de coordination pour harmoniser les approches ;
- Encourager des consortiums plutôt que des projets individuels
- Impliquer les services techniques de l'Etat, communautés locales et les acteurs non humanitaires dans la planification et la mise en œuvre des activités de la sécurité

Le cluster sécurité alimentaire se coordonnera suffisamment avec les acteurs suivants :

- Services techniques de l'Etat : Faire respecter les normes et participer aux missions conjointes de suivi des activités sur terrain ;
- Les ONG locales et organisations à base communautaire ainsi que les leaders communautaires : Mettre en œuvre les projets sous la coordination de la structure Lead/répondant du projet ;
- Les clusters Nutrition, Sécurité Alimentaire, Wash, AME, Santé et Protection : Organiser les réunions de coordination et d'évaluation des niveaux d'avancement du projet (atteinte des résultats), formuler les recommandations aux partenaires qui exécutent les projets.
- Les agences UN et partenaires techniques et financiers : encourager les financements multisectoriels en consortium et en temps opportun

S'assurer que l'assistance en sécurité alimentaire ne met pas en danger les personnes et communautés ciblées (do no harm)

Le cluster mettra les actions ci-dessous :

- Renforcer la redevabilité en diffusant le numéro de la ligne verte (**491111**),
- Instaurer le système de gestion des plaintes entre les intervenants et les bénéficiaires ;
- Faire l'analyse des risques ;

Combiner les interventions pour faciliter l'autonomie alimentaire dans les zones de retour

La situation sécuritaire s'améliorant, le retour des personnes déplacées dans les zones de retour s'intensifiera. Le démarrage de la saison agricole et la reprise de l'école devraient encourager le retour en zones stabilisées. Dans ces zones de retour, les ménages devraient recevoir un paquet minimum composé de vivres en nature ou cash et d'intrants agricoles. Ces rations alimentaires (en nature ou cash) de protection de semences faciliteront la relance agricole tout en régulant les prix des produits alimentaires de base dans les zones de retour.

Renforcer la présence du cluster sécurité alimentaire

Les actions suivantes seront entreprises :

- Augmenter le personnel en recrutant un chargé(e) de gestion de l'information et un coordinateur du Cluster Sécurité Alimentaire basés à Kananga ;
- Tenir des réunions hebdomadaires du cluster sécurité alimentaire et diffuser les comptes rendus de réunion ;
- Mettre à jour de manière hebdomadaire la cartographie des acteurs (Qui Fait Quoi Où ?) ;
- Assurer la formation des ONGs locales et services techniques provinciaux dans la gestion des crises alimentaires ;
- Reviser l'IPC en Janvier pour les cinq provinces concernées par l'étude.